

**EDITO**

**JANVIER 2016**

## **A LA DRFIP DU RHONE COMME DANS TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE LE 26 JANVIER !**

La CGT Finances Publiques du Rhône, Solidaires et FO DRFIP 69 vous appellent à dire :



- **NON** au gel des traitements et du point d'indice
- **NON** aux suppressions d'emploi
- **NON** aux baisses de crédits de fonctionnement
- **NON** à l'autoritarisme
- **NON A L AUSTERITE**

Au niveau Fonction Publique, la négociation salariale exigée depuis plusieurs années est bien confirmée pour Février. C'est un premier acquis de la mobilisation .

Cependant elle ne se présente pas dans des conditions favorables. En effet en faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 dans un cadre « austéritaire » le gouvernement est clair sur ses intentions et laisse peu de marge de manœuvre à une augmentation véritable du point d'indice.

**La CGT n'est pas dupe, c'est par notre mobilisation que la porte sera forcée !**

**OUI C'EST POSSIBLE !** Nous sommes le nombre et la force !

Au niveau de la DRFIP et de la DGFIP, tous les éléments qui motivaient l'appel des organisations syndicales de la DGFIP, CGT, Solidaires, FO, à la grève du 18 novembre dernier, sont plus que jamais d'actualité :

- l'abandon du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires ;
- le comblement immédiat des vacances d'emplois ;
- le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations ;
- le maintien et le développement des missions de la DGFIP ;
- le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité ;
- le maintien des statuts particuliers nationaux et du code du travail ainsi que le respect de nos droits et garanties ;
- le rejet des corps interministériels ;
- le retrait des fiches de la Direction Générale remettant en cause les mutations et affectations.

**NOTRE DETERMINATION DOIT S'EXPRIMER PAR LA GREVE LE 26 JANVIER.**

**MANIFESTATION A LYON, Départ de la place Jean-Macé à 10h00 en direction de la Préfecture.**

- **CTL Emplois 2016**
- **Réseau DGFIP**
- **Etat d'urgence**
- **Nous sommes tous des Good Year**
- **GT DUERP**
- **RPS**
- **A voir..., à lire...**



# CTL 19 JANVIER SUPPRESSION DE POSTES 2016 : L'ILLUSION PAS COMIQUE DU TOUT !

**8 suppressions de postes pour 2016** alors que notre direction en dénombrait une trentaine chaque année, pas un cri de victoire mais presque et pourtant...

Pas naïfs, nous nous doutions bien qu'il y avait mammoth sous gravier... Maintenant nous connaissons le tour de passe-passe. **C'est bien 30 postes qui sont supprimés pour 2016.** Mais nous récupérons 22 postes en provenance d'Auvergne.

Certains diront que ce n'est pas bien grave. C'est Clermont-Ferrand où on ne trouve même pas une équipe de foot digne de ce nom. Quant au rugby, ce sont les éternels seconds. Et puis l'Auvergne, c'est la campagne, à part la Salers, le tripoux ou les couteaux, il ne s'y passe rien. Les collègues doivent même être contents de venir à la ville, la vraie !

N'empêche...

**Pour les Bougnats, c'est fléché :**

- Un C en ajustement de périmètre... Le collègue devait travailler sur les jantes, en collaboration avec Michelin.
- 4 A qui intègrent le tout nouveau, tout beau pôle juridictionnel.
- 2 A+ qui vont devenir chefs du PCRCP (d'Auvergnats, ils vont devenir Mexicains).
- 15 redéploiements liés à la réforme régionale (eh oui, nous devenons Auvergnats, ils deviennent Rhône-Alpins). Les redéployés (ils devaient avoir une vocation de drapeau) sont 3 IDIV, 6 inspecteurs, 4 contrôleurs et 2 agents.



Alors, que se passe-t-il pour les gones et leurs voisins caladois ???

Commençons par les plus gâtés : la direction avec 14 postes en moins mais pas de problème, on ne garde que les plus efficaces en supprimant les moins doués : 7 contrôleurs et 2 agents en moins. Après tout, pour faire le café, les nouvelles machines Nespresso sont particulièrement pratiques et on risque moins de se faire piquer des capsules par les pauvres... Bon, pour faire bonne mesure, on a trouvé 3 IDIV et un IP qui ne savaient pas quoi faire.

Pour les autres, on a déjà suffisamment dégagé de nos élites, alors haro sur les B et les C : respectivement - 7 et - 5. Et tant qu'à faire, autant les prélever sur des services où on ne fait pas grand chose : les SIE, les SIP et les trésoreries. Après tout, si le boulot n'avance pas, on sait bien que c'est parce que les agents ne savent pas s'organiser. Et les heureux vainqueurs sont : les SIP de Villefranche (1B), de Villeurbanne (1C), de Givors (1B), de Lyon 8 (1C) et de Lyon Est (1B), les SIE de Villeurbanne (1B), de Villefranche (1C), de Lyon 3 (1C) et de Givors (1B), les trésoreries de Vénissieux (1B) de St-Priest (1B) et des HCL (1C).

**Et puis, rassurez-vous, on ne touche pas aux services qui fusionnent au 1<sup>er</sup> janvier.** Mais notre directeur ne s'engage pas au-delà du 31 août... Des fois que des collègues excédés demandent leur mut', ce ne serait quand même pas de sa faute ?

## **RESEAU DE PROXIMITE : « cessez de venir nous importuner » !**

**On n'arrête pas le progrès !** On veut bien que vous veniez payer, mais depuis chez vous.....en dématérialisé ! Telle semble être la nouvelle marotte de la DGFIP.

Malgré les fermetures effectuées et celles nombreuses, programmées pour le proche avenir, il reste encore sur notre territoire des trésoreries, des perceptions où s'acquitter de ses impôts, sa dette envers l'état, les collectivités locales, hôpitaux ou organismes publics. Trop sans doute !

Tout cela appartiendra, bientôt, peut être au passé. La DGFIP vient de décider de mettre en place une expérimentation de trésoreries sans numéraire( de caisse sans argent, en somme). Terminé donc les paiements en espèces, terminé également les secours perçus par les plus démunis : dehors les manants ; Il appartiendra alors aux citoyens d'utiliser d'autres moyens de règlement.

**Ensemble, défendons le service public pour tous ! Luttons ne nous résignons pas !**

# ETAT D'URGENCE : CE GOUVERNEMENT TOURNE DEFINITIVEMENT LE DOS AUX VALEURS HUMANISTES !

En jouant sur l'émotion et la peur, le Gouvernement espère constitutionnaliser l'état d'urgence qui permet d'octroyer plus de pouvoir à la police, aux services de renseignements, à l'administration, ceci au détriment de l'autorité judiciaire.

Mais chacun aura pu mesurer, depuis les attentats, les dérives de ce « régime d'exception » avec son cortège d'interdictions de manifester et d'assignations à domicile qui relèvent, pour certaines d'entre elles, plus du maintien de l'ordre que de la lutte contre le terrorisme.

Ce texte doit donc être combattu pour son inutilité face au risque terroriste, et il doit être vigoureusement car il met en péril la Démocratie, les libertés individuelles et collectives.

En effet, les termes flous de la définition de l'état d'urgence font craindre le pire quant à l'utilisation contre les salarié(e)s et les militant(e)s que pourrait en faire ce gouvernement et les futurs...

Pour finir, ce projet de loi constitutionnalise une vieille idée de l'extrême droite, la déchéance de nationalité de citoyens binationaux nés français.

**Ce calcul politicien, qui crée une sous-catégorie de citoyens, constitue une infamie que la CGT dénonce et combattra avec force.**

## POUR NOUS, C'EST DEFINITIVEMENT NON !

Faisant suite à l'appel unitaire "Nous ne céderons pas", à l'initiative de la Ligue des droits de l'Homme, nous vous invitons à signer la pétition pour rejeter la déchéance de nationalité, l'état d'urgence, la réforme constitutionnelle sans débat...

Non au projet de déchéance de la nationalité, non à une démocratie sous état d'urgence, non à une réforme constitutionnelle imposée sans débat, en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats.

Nous n'acceptons pas la gouvernance de la peur, celle qui n'offre aucune sécurité mais qui assurément permet de violer nos principes les plus essentiels.

Notre rejet est absolu. Nous appelons tous ceux et celles qui partagent une autre idée de la France à le manifester.

[www.nousnecederonspas.org](http://www.nousnecederonspas.org)

## L'APPEL DES GOODYEAR : SIGNEZ LA PETITION

### PRISON FERME CONTRE 8 SYNDICALISTES !

Les 7 longues années de lutte des salariés de Goodyear, face à la multinationale, ont été marquées de conflits durs et âpres avec un patronat violent ayant recours à des vigiles, des hommes de main omniprésents dans les ateliers, l'entreprise, pour faire peur, faire taire les salariés et leur faire accepter la fermeture de leur usine.

La fin de l'occupation de l'usine d'Amiens Nord a été conditionnée à un protocole de fin de conflit qui garantit des indemnités trois fois plus importantes pour tous les salariés que ce qui était prévu.

Ces avancées significatives pour les salariés, après 7 années de combat, signées par la direction de Goodyear et la CGT, prévoyaient entre autre l'abandon de toutes les procédures judiciaires à l'encontre des militants CGT.

Le Procureur de la République, décide seul de poursuivre l'action devant les tribunaux contre 8 militants CGT alors que durant la lutte, toutes les plaintes des militants CGT Goodyear pour que le droit du travail, la santé des salariés soient respectés, ont été mises au panier et classées sans suite.

Il demande au juge de condamner ces 8 militants à 24 mois de prison dont la moitié ferme.

Le juge vient de prendre la décision de suivre le procureur en condamnant 8 représentants des

salariés de Goodyear à 24 mois de prison dont 9 mois fermes avec 5 années de mise à l'épreuve.

Défendre les intérêts des salariés devient ainsi un délit aux yeux de ce pouvoir qui prétend rendre justice dans le pays alors qu'il n'y a plus aucune plainte de la société Goodyear !

C'est la première fois dans l'histoire de la République que de telles peines sont infligées à des syndicalistes. Le gouvernement devra rendre des comptes aux salariés, à la population, aux électeurs le moment venu.

Le gouvernement est responsable de la justice de son pays ! Une justice qui place le militant syndical au rang de délinquant est une justice de classe.

**Le contexte actuel qu'utilise le gouvernement de « l'état d'urgence » ne justifie pas la mise en cause de l'activité et de l'action syndicales.**

Cette décision est un choix politique répressif contre les droits et libertés des citoyens à se défendre dans leur travail avec les syndicats, ce que dénonce la CGT depuis l'instauration de « l'état d'urgence ».

**LA CGT, TOUTE LA CGT, NE LAISSERA PAS EMPRISONNER SES MILITANTS !**

Je signe l'appel "Nous Sommes Tous Des Goodyear"

<https://www.change.org/p/fran%C3%A7ois-hollande-l-appel-des-goodyear>

## DUERP, LA SUITE !

La 2<sup>ème</sup> phase de l'élaboration du DU consiste à réunir un groupe de travail pluridisciplinaire (direction, chef de service, représentants du personnel et les acteurs de prévention). Il est chargé de l'analyse des remontées des services, de l'harmonisation des cotations, etc ...

**La CGT a décidé de ne pas participer à ce GT.** Malgré quelques progrès dans la démarche de prévention, la CGT a constaté qu'il n'était pas possible dans ce cadre de faire l'analyse des risques et d'assurer la mission du GT.

A la DRFiP, la pédagogie et la formation à la démarche de prévention sont toujours largement insuffisantes. Il en résulte que beaucoup de descriptions des situations d'exposition aux risques professionnels sont très insuffisantes pour permettre une analyse pertinente. On observe également la volonté de la DGFiP de minimiser l'impact de RPS et d'écarter des risques pour lesquels il est difficile de définir des mesures de prévention.

Lors de la présentation du prochain **Plan Annuel de Prévention** du directeur régional, **nous rappellerons les attentes légitimes des personnels sur des mesures efficaces de prévention.** C'est bien dans les services qu'elles doivent être visibles.

## RPS : FORMATION CDS

En accord avec les propositions du CHSCT, la DRFiP a rendu obligatoire une formation sur la prévention des **Risque Psycho-Sociaux** à destination des **Chefs De Services**. A ce jour, 2/3 l'ont suivie, le dernier tiers sera formé cette année

Cette formation qui donne largement satisfaction, permet d'avoir un langage commun sur ces notions. Elle permet de privilégier une approche plus objective des situations RPS à partir de l'analyse du travail.

Lors d'un bilan d'évaluation, une large majorité des chefs de service indique que leur compréhension des RPS a changé et qu'ils analyseront différemment la situation dans leur service.

Lorsque des CDS font remonter à la direction des situations RPS, ils sont confrontés trop souvent à une absence de réponses ou de soutien.

Il semble cependant urgent de former certains chefs de service, qui ont encore des pratiques managériales inadaptées.

Pour un vrai changement, il faut libérer la parole et utiliser tous les dispositifs existants. N'hésitez pas à consulter l'espace CVT d'Ulysse Rhône, à saisir vos élus.

Une approche collective sur le travail et son organisation est indispensable. Le travail est au cœur de la démarche revendicative de la CGT

Gageons qu'à terme les conditions de travail des agents s'amélioreront.

## A VOIR...

### A la recherche de Bernard Maris, portrait d'un anti-économiste

Enquête sur les influences souterraines, les univers, les êtres qui ont nourri la réflexion de l'économiste, journaliste et écrivain qu'était Bernard Maris, ce documentaire révèle la démarche singulière de cet auteur « anti économiste » qui s'exprima dans les amphithéâtres des facultés mais aussi dans les pages de Charlie Hebdo, sur les ondes de France Inter et dans de nombreux livres.

<http://www.publicsenat.fr/lcp/politique/vod-recherche-bernard-maris-portrait-dun-anti-economiste-1187196>

**A  
L  
I  
B  
R  
E  
:**

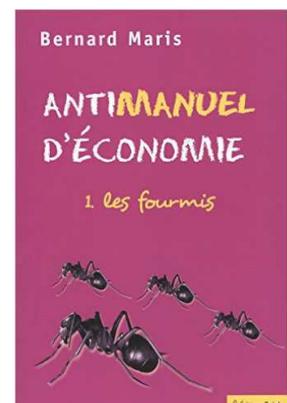
Dans "Charlie Hebdo", Bernard Maris signait sa chronique sous le nom d'Oncle Bernard, un rendez-vous incontournable dans lequel il pourfendait les excès et les failles du capitalisme. La pensée décapante de Bernard Maris se découvre aussi au fil des pages de son "**Antimanuel d'économie**".

Extrait :

"Le capitalisme canalise les frustrations des hommes, les empile, comme il accumule le capital, et fait gonfler des bulles qui finissent par crever comme des bombes."

La dédicace de cet ouvrage révèle à elle seule son esprit :

"A l'économiste inconnu, mort pour la guerre économique, qui toute sa vie expliqua magnifiquement le lendemain pourquoi il s'était trompé la veille. A tous ceux, bien vivants, qui savourent le mot gratuité."



Lyon, le 18 janvier 2016

Syndicat CGT Finances Publiques Rhône : - 165 rue Garibaldi 69003 Lyon - 04 78 63 32 29 – permanence le jeudi après midi local syndical

Web : <http://www.financespubliques.cgt.fr/69/> - e.m@il : [cgt.drifip69@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.drifip69@dgfip.finances.gouv.fr)

Syndicat National CGT Finances Publiques :-Case 450 ou 451 - 263, rue de Paris 93514 MONTREUIL CEDEX -

Web : <http://www.financespubliques.cgt.fr/spip/> - e.m@il : [dgfip@cgt.fr](mailto:dgfip@cgt.fr) - [cgt@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt@dgfip.finances.gouv.fr)